

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## ELECTIONS EUROPEENNES

### Déclaration du Secrétariat du PCML

**L**E fait le plus notable des résultats des élections au Parlement européen est le fort taux d'abstention, phénomène qui se retrouve dans la majeure partie des pays européens ayant participé à ces élections. Ces abstentions ont un sens politique. Elles traduisent pour l'essentiel le fait que l'enjeu de ces élections n'était pas clair pour de très nombreuses personnes. Un Parlement européen pour quoi faire ? Des députés à ce Parlement européen pour quoi faire ?

Il faut noter qu'un enjeu essentiel de l'union des pays ouest-européens a été passé sous silence par tous les grands partis traditionnels français : l'évolution de la situation internationale, l'aiguïsement de la rivalité URSS-USA, la multiplication des agressions de l'URSS, les graves menaces qui pèsent sur la paix mondiale ont été absents de cette campagne.

Dans les conditions françaises, on peut penser également que ce fort taux d'abstentions s'explique en partie par une lassitude à l'égard des quatre partis traditionnels qui monopolisent les moyens d'information et dont les retournements et manœuvres électorales sont rejetés par de plus en plus de personnes. Cet aspect se trouve confirmé d'une part par le taux important de bulletins blancs et nuls ainsi que par le résultat de certaines petites listes.

Ces élections auront également mis en lumière les conditions scandaleuses dans lesquelles se déroule le suffrage dit universel. Seules les forces politiques disposant de centaines de millions peuvent faire entendre leurs voix : par ailleurs, le système de représentation au Parlement européen assure les grands partis traditionnels d'y être seuls représentés. Ces élections se sont déroulées de façon claire sous le règne de l'argent. Rappelons que c'est pour ces raisons d'argent que les marxistes-léninistes n'ont pas été en mesure de présenter une liste à ces élections.

(Suite page 3).

## Morosité électorale

**40% d'abstention après une campagne bien loin des enjeux réels. Chirac grand perdant**

Voir page 3

## RENAULT-VEHICULES INDUSTRIELS

### Quelle lutte à RVI?

*Notre point de vue sur la lutte actuelle*

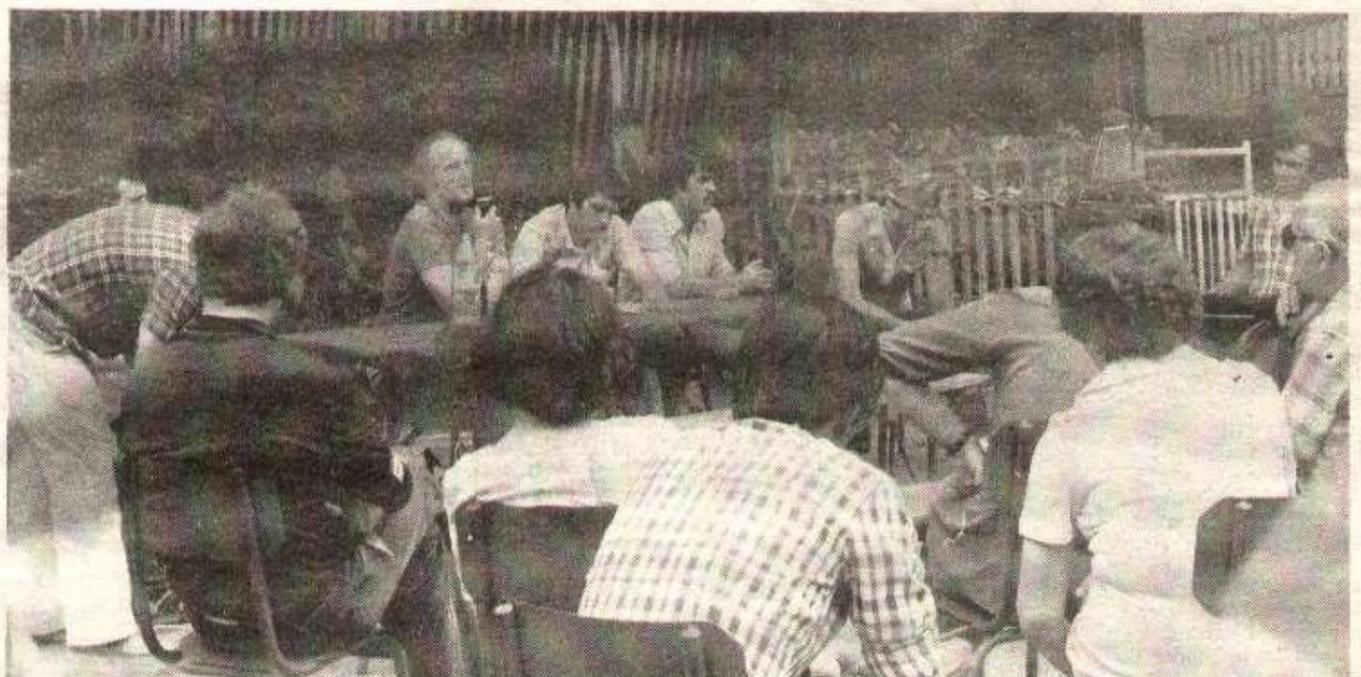
«Le besoin de se ressaisir a été ressenti»

*Interview de syndicalistes CFDT de la RVI-Blainville*

Voir pages 5 et 6

## Meeting de solidarité à Rive-de-Gier

### Un encouragement pour les travailleurs de la Loire en lutte



Journée de solidarité avec les sidérurgistes à Rive-de-Gier. Un forum animé sur les luttes. Marcel Grégoire explique la situation dans la sidérurgie lorraine.

Voir page 4

HONGRIE

Les 400 000 pauvres de Budapest

Où en est l'opposition en Hongrie ? On connaissait déjà la livre de Miklos Haraszti, *Salaire aux pièces*, qui décrivait les conditions de vie dans une usine hongroise. Les Editions du Seuil viennent de faire paraître un recueil de documents d'opposants hongrois sous le titre « *Opposition = 0,1 %* ». Il permet une meilleure connaissance de leurs positions et de leurs réflexions. Nous en extrayons le document suivant, sur les pauvres de Budapest, élaboré par la sociologue Ottilia Solt.

JS

Aujourd'hui, à Budapest, est pauvre celui qui n'a pas un logement composé d'au moins une chambre et une cuisine, avec eau courante et WC particuliers...

Il s'agit d'au moins quatre cent mille personnes (1).

De quoi vivent les pauvres de Budapest ? Comme dans la plupart des grandes villes modernes, on compte parmi les pauvres de Budapest beaucoup de gens âgés : ils vivent essentiellement d'une très petite retraite, issue d'un emploi qui n'a pas été constant. Cependant, tous les vieillards vivant dans la misère n'ont pas toujours appartenu aux couches les plus basses de la société. Ceux dont nous parlons étaient ouvriers qualifiés ou « petits indépendants », mais cela à une

époque où ces groupes aussi étaient pauvres. Et lorsque ceux-ci émergèrent entièrement de la pauvreté, eux, nos vieillards en question, n'étaient plus aptes au travail.

On trouve de ces attachés également parmi les pauvres en état de travailler. Il s'agit d'ouvriers qualifiés, plus rarement de non-manuels, des employés de bureau qui, soit parce qu'ils sont chargés de familles trop nombreuses, soit pour quelque autre raison, ne sont plus dans la course ; il peut s'agir aussi de femmes restées seules avec des enfants. Mais la plupart des pauvres en état de travailler sont dépourvus de qualification professionnelle. Les hommes sont des manœuvres ou OS, livreurs, hommes de

peine, chauffeurs de camion ; ils travaillent sur des chantiers de bâtiment, de travaux publics, d'excavations ou à la voirie. Ils s'occupent du linge sale et des récipients dans les hôpitaux, ils coltinent sacs et caisses dans les cuisines des restaurants et les dépôts des magasins d'alimentation, ils sont laveurs de carreaux et porteurs de journaux, ils entretiennent des pelouses de stade.

En plus de leur occupation principale, ils effectuent d'innombrables travaux, aussitôt qu'ils sont pressés par le besoin d'argent. Ils sont porteurs sur les marchés, ils bêchent les jardins de Buda. Elles sont nettoyeuses de bureaux, aides de cuisine, repasseuses dans les blanchisseries et teinturerie, elles balayaient les escaliers des immeubles, elles emportent chez elles, lavent et repassent le linge des autres, elles font de ménages chez les familles aisées. Comme ils (elles) changent souvent de lieu d'emploi et de genre de travail, ils (elles) ne bénéficient pas des prestations à long terme. Les pauvres ne jouissent pas de vacances à prix réduits (en maison de repos), leurs congés payés sont minimes et, d'ailleurs, ils les consacrent

à quelque travail, ils ne touchent que rarement la participation ouvrière aux bénéfices, ne peuvent pas contracter d'emprunt-logement et ne montent pas en grade juste avant de partir à la retraite.

LIENS AVEC LA CAMPAGNE

Pour la plupart des familles pauvres de Budapest, le maintien de liens avec leur province d'origine contribue à assurer leur subsistance. Il ne s'agit pas seulement des enfants qui passent leurs vacances auprès de la parenté villageoise qui les loge et les nourrit. Les choses ne se limitent pas non plus à aller prêter un coup de main aux vendanges. Le tissu de ces relations ville-village est bien plus serré que cela et il concerne aussi bien des gens dont déjà le grand-père était devenu budapestois que ceux dont seulement la femme (ou le mari, voire le beau-père ou la belle-sœur) était campagnarde. Ainsi, beaucoup de ces infortunés vont-ils passer leurs congés payés à participer à des travaux saisonniers de la terre, soit dans des exploitations collectives — grâce à l'entremise de la parenté locale — soit dans les petites propriétés de cette même parenté. Il en est même qui, espérant trouver de meilleures conditions de vie dans l'agriculture, ont plusieurs fois déménagé (pour finir par revenir à Budapest.)

(1) La population de Budapest s'élève à un million et demi d'habitants.  
(\*) Les intertitres sont de la rédaction « *Opposition : 0,1 %* ». 42 F. est disponible à la librairie Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 PARIS.

Le Parlement de Strasbourg et ses partis

Pour la première fois en Europe, on va trouver dans un même Parlement élu des députés de différentes nationalités. Le nombre de ces députés a été déterminé en rapport avec la taille du pays.

On peut cependant constater que, comparé avec le précédent Parlement d'avant les élections, ce nouveau Parlement de quatre-cent dix sièges accroît la différence entre les petits et les grands pays. Ainsi, par exemple, dans l'ancien Parlement de cent quatre-vingt dix huit membres, les voix cumulées de la Belgique, des Pays Bas et du Danemark contrebalançaient aisément les voix d'un des grands pays. Il n'en sera désormais plus ainsi et il faudra l'unanimité des petits pays pour rétablir l'équilibre avec un seul grand.

Ce problème n'apparaît cependant pas comme crucial dans la mesure où, au-delà des groupes nationaux, la quasi-totalité des partis qui seront représentés se sont déjà regroupés en formations politiques multinationales, celles-ci ayant déjà elles-mêmes des rapports entre elles.

Il existe d'ores et déjà quatre regroupements européens dont on peut dire qu'ils reproduisent sensiblement l'éventail des partis de la bourgeoisie française.

Le groupe conservateur qui regroupe le Parti populaire et l'Union démocratique européenne. En prin-

cipe, ces deux regroupements sont distincts. En fait, la distinction s'opère sur le fait que les partis du PPE sont à nette coloration chrétienne. Les autres, ceux de l'UDE, se réclament simplement du conservatisme. Il est évident qu'il ne s'agit là que d'une question de nuance. Pour la France, on trouve dans ce groupe le RPR et une partie du CDS de Lecanuet.

La Fédération des partis libéraux et démocratiques. Alors que dans le groupe précédent, on pouvait trouver les partis de droite au pouvoir en Italie (Démocratie chrétienne), aux Pays Bas et en Irlande, on trouve dans ce groupe les partis de droite au pouvoir en France (PR de Giscard), au Luxembourg et aux Pays Bas. Les radicaux de Servan-Schreiber appartiennent également à ce groupe qui rassemble la droite « moderne » et moins dirigiste au niveau économique.

Union des partis socialistes et sociaux-démocrates. Ce sera l'un des groupes les plus importants du Parlement. Le seul également qui ait un parti dans chaque pays. C'est évidemment le PS en France, mais aussi quatre regroupements européens dont on peut dire qu'ils reproduisent sensiblement l'éventail des partis de la bourgeoisie française.

Le groupe conservateur qui regroupe le Parti populaire et l'Union démocratique européenne. En prin-

Suite page 3

Jean Paul II à Auschwitz

Un million de personnes sont venues s'y recueillir

Oswiecim, une petite ville en Pologne. Son nom allemand : *Auschwitz*. Quatre millions de gens y ont été assassinés pendant la guerre. Jeudi, Jean-Paul II est venu y célébrer la messe avec trois évêques allemands, anciens détenus, rescapés des camps. Un million de personnes y assistaient, dans le recueillement et l'émotion.

Le pape a célébré la messe au camp d'Auschwitz-Birkenau, au milieu des miradors, des barbelés, des baraquements et des fours crématoires.

« Si le grand appel d'Auschwitz, le cri de l'homme martyrisé ici, doit porter ses fruits pour l'Europe et

aussi pour le monde, a-t-il déclaré, il faut tirer toutes les justes conséquences de la Déclaration des droits de l'homme... Il faut revenir à la sagesse du vieux maître Pawel Wlodowicz et assurer les droits des nations à l'existence, à la liberté, à l'indépendance, à leur propre culture, à un développement honnête... »

Jamais l'un au dépens de l'autre. Au prix de l'asservissement de l'autre, au prix de la conquête, de l'outrage, de l'exploitation et de la mort. C'est le successeur de Jean XXIII et de Paul VI qui prononce ces paroles. Mais celui qui les prononce est en même temps le fils de la nation qui a subi de la part des autres, au cours de son histoire, de multiples vicissitudes. Il ne le dit pas pour accuser, mais pour rappeler. Il parle au nom de toutes les nations dont les droits sont foulés et oubliés.

J. S.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Arrestations en série

Quinze militants des droits de l'homme ont été arrêtés à la fin mai en Tchécoslovaquie. C'est la plus grosse rafle policière depuis la création du mouvement dissident de la Charte 77.

MARDI dernier, dix d'entre eux ont été inculpés de « tentative de subversion ». Parmi eux, deux des trois porte-parole de la Charte, Jiri Dienstbier et Vaclav Benda, un ancien porte-parole, l'écrivain Vaclav Havel et le gendre de Jaroslav Sabata — emprisonné jusqu'en 1981, Petr Uhl, lui aussi actif défenseur des libertés démocratiques en Tchécoslovaquie.

Ces mesures répressives révèlent la peur que les

autorités ont du mouvement pour les droits de l'homme. Elles interviennent alors que la Charte

77 s'efforce d'élargir son champ d'action et de traiter de tous les problèmes quotidiens des gens. La dernière résolution de la Charte 77 dénonçait les graves carences de l'économie tchécoslovaque et le développement des inégalités sociales.

Deux nouveaux porte-parole de la Charte

L'ancien premier ministre des affaires étrangères, Jiri Hajek, et le philosophe Ladislav Hejdanek ont accepté d'exercer provisoirement les fonctions de porte-parole de la Charte 77, en remplacement de deux porte-parole arrêtés. Ils avaient l'un et l'autre exercé cette fonction par le passé.

Partis européens	Union démocratique européenne	Parti populaire européen	Fédération des partis libéraux et démocratiques	Union des partis socialistes et sociaux-démocrates	
France (81 députés)	RPR 16 %		PR 28 %	PS 23,4 %	PCF 20,3 %
RFA (81 députés)		CDU 49 %	FDP 6 %	SPD 41 %	
Italie (81 députés)		Démocratie chrétienne 35,4 %		PSI Parti social démocrate 11,4 %	PCI 29,4 %
Grande-Bretagne (81 députés)	Parti conservateur 55 %		Parti libéral 5 %	Travailleurs 40 %	
Pays-Bas (25 députés)		Parti catholique	VVD	Parti du travail	
Belgique (24 députés)		Parti chrétien social	Parti de la liberté	PSB	
Danemark (16 députés)	Centre-démocrate		Venstre	Social-démocratie	
Irlande (15 députés)	Fianna Fail	Fine Gael		Travailleurs	
Luxembourg (6 députés)		Parti chrétien social	Parti démocratique	POSL	

# ELECTIONS EUROPEENNES

## Morosité électorale

Suite de la page 2

**Le groupe communiste.** En principe, il n'existe pas. S'il existe, en effet, des partis communistes dans presque tous les pays d'Europe (sauf l'Irlande), deux seulement sont assurés d'avoir des élus. Il s'agit évidemment des partis français et italien. Or, lors de son récent congrès, le PCI a sérieusement envisagé la possibilité de siéger dans le groupe socialiste...

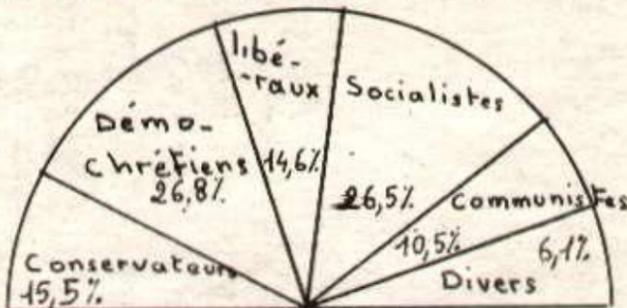
On voit mal, en effet, comment le PCF, avec ses positions chauvines et anti-européennes, pourrait réellement s'entendre avec le parti de Berlinguer dont les positions en faveur de l'Europe frisent la supranationalité.

Le PCF risque donc de se retrouver isolé dans cette assemblée. Cette situation qui ne peut que l'affaiblir n'est certainement pas étrangère à la campagne qu'il vient de mener.

**L**ES résultats des élections à l'échelle européenne tels que nous les connaissons lundi matin sont assez partiels. On ne connaît pas par exemple, les scores exacts dans les différents pays.

Des taux de participations et des résultats globaux des formations européennes, on peut cependant tirer quelques commentaires

Tout d'abord, la participation a été irrégulière suivant les pays et, dans l'ensemble, assez faible. Un peu plus de 60 % sur l'ensemble des neuf pays avec un record supérieur de 85,7 % en Italie et un score de 30 % en Grande-Bretagne. Pour ce dernier pays, le taux extrême bas s'explique sans aucun doute par les très graves répercussions



(Résultats provisoires de lundi matin)

qu'a eues sur les prix à la consommation l'entrée du pays dans la CEE, et en particulier l'Europe agricole.

Ceci ajouté aux traditions culturelles britanniques, explique dans une large part que la Grande Bretagne détienne la lanterne rouge de la participation.

En Italie, par contre, où la participation a été presque trois fois supérieure, on pouvait remarquer que tous les grands partis, y compris le PCI étaient farouchement pro-européens.

En Belgique, où le vote est obligatoire, on a enregistré environ 20 % de bulletins blancs et nuls.

Au niveau des résultats que nous les possédons lundi matin, on ne peut qu'enregistrer une très nette victoire de la droite parmi la plus réactionnaire. La Démocratie chrétienne sera le premier parti européen, avec une voix d'avance, sur le groupe socialiste.

Les trois formations de droite, conservateurs (Chirac), démocrates chrétiens et libéraux (Giscard) détient ensemble la majorité absolue avec 57 % des sièges. Le groupe socialiste, avec 109 sièges détient environ 25 % des mandats, les communistes ne totalisant qu'à peine 10 %. On ne connaît pas encore le détail des 6,1 % de divers.

## Un débat tronqué

Seuls les marxistes-léninistes ont fait campagne sur les véritables enjeux

**L**ES quatre grandes listes qui ont quasiment monopolisé le débat sur les mass-média n'ont guère contribué à faire saisir les véritables enjeux du développement de l'unité européenne. Elles ont largement importé dans le débat, à droite comme à gauche, des préoccupations électoralistes trop visibles. Par contre, elles ont observé un silence des plus coupables sur la gravité de la situation internationale et les dangers de guerre croissants dans le monde aujourd'hui. Cela n'a rien d'étonnant venant des partis de droite, représentant des monopoles. Ces derniers ne voient-ils pas essentiellement dans le développement de l'unité européenne un cadre susceptible de leur permettre d'affronter la concurrence internationale et d'étayer leur développement. Fait plus singulier, les partis de gauche qui prétendent pourtant défendre les intérêts des travailleurs, ont eux aussi fait le silence sur les menaces qui pèsent sur l'Europe. Au contraire, ils ont adopté sur le fond, surtout le PCF, des positions encore plus conciliatrices avec l'URSS social-impérialiste que la droite. On ne saurait trop souligner cette contradiction entre les paroles et les faits dans un domaine qui touche à l'indépendance nationale.

Une loi électorale antipopulaire n'a pas permis au PCML et au PCRml de présenter une liste. C'est pourquoi les marxistes-léninistes ont appelé à voter blanc ou nul. Après ces élections européennes, nous continuerons à œuvrer pour faire connaître les véritables enjeux de l'unité européenne aux travailleurs.

C'est sur eux-mêmes qu'ils doivent avant tout compter pour lutter contre la politique de restructuration, de chômage, d'oppression des masses menée par la grande bourgeoisie en France comme dans les autres pays d'Europe, contre la liquidation accélérée des petits paysans.

Le silence, la grande discrétion ou les fausses vérités concernant la situation internationale en attestent également. Si l'unité des pays européens est appelée dans les années qui viennent à jouer un rôle important pour retarder la guerre et maintenir la paix en Europe, on ne peut compter sur le pouvoir des monopoles et les grands partis pour faire preuve de fermeté face au danger de guerre. Là aussi, c'est avant tout sur lui-même que le peuple devra compter aux moments décisifs.

Nous appelons les travailleurs conscients de la nécessité de lutter à la fois contre notre bourgeoisie et contre le danger de guerre lié à la rivalité des superpuissances et à l'agressivité toute particulière de l'URSS à rejoindre notre parti, le PCML, pour le renforcer dans ce double combat.

Jean QUERCY

## Réserve des électeurs à l'égard des grands partis

Les élections au Parlement européen qui se sont déroulées dimanche étaient le premier scrutin proportionnel depuis 1956 dans notre pays. Comme mesure de l'influence respective des partis, ces élections vont peser dans les relations et rapports de force entre partis au sein de la majorité comme de la gauche. Encore que le fort courant d'abstentions doit conduire à la prudence dans l'interprétation des résultats.

**L**E fait le plus significatif et largement souligné c'est le nouveau recul du RPR. Avec 15 % des voix, le parti de Chirac a franchi toute la distance qui sépare le premier parti de France - qu'il était il y a encore quelques années - de la dernière place aux élections européennes. Ce n'est pas ce résultat qui va contribuer à donner de la cohésion au mouvement gaulliste de plus en plus agité par des forces centrifuges. La liste giscardienne conduite par Simone Veil ayant obtenu la première place avec vingt-huit députés sur les quatre-vingt-un de la représentation française, c'est Giscard qui se tire le mieux de cette élection. Son rival Chirac est encore plus mal en point pour la compétition présidentielle de 1981.

que de Mitterrand dont ils ont fait si longtemps le candidat unique de la gauche. Quant à l'Union de la gauche, le moins qu'on puisse dire c'est que les campagnes européennes en tous points contradictoires menées par le PS et le PCF n'auront pas servi à lui donner plus de crédit si une nouvelle mouture devait voir le jour. Le score obtenu par la liste écologiste et celle de Lagullier, malgré les discriminations dont elles ont été l'objet sont le reflet des réserves d'un grand nombre d'électeurs à l'égard des grands partis. C'est dans le même sens qu'on peut interpréter les votes blancs ou nuls plus importants. Le tout bien sûr dans le cadre d'une élection dont l'enjeu n'était pas ressenti comme décisif par l'électorat.

Ajoutons que cette proportionnelle tronquée aura bien joué son rôle de préservation des intérêts des quatre grands partis traditionnels puisqu'ils seront les seuls à siéger au Parlement européen. L'application intégrale de la proportionnelle aurait donné cinq sièges aux listes écologiste et trotskyste. Le seuil minimum des 5 % les en prive.

Au sein de la gauche, peu de modifications importantes. Ni le PS, ni le PCF ne retrouvent leurs scores des législatives mais l'écart entre eux ne se modifie pas notablement. Sans doute, la direction du PCF va poursuivre sa campagne visant à casser l'image de mar-

### Des participations inégales

Belgique-Luxembourg	95 % (vote obligatoire)
Italie	85,7 %
France	60 %
RFA	60 %
Pays-Bas	57 %
Irlande	55 %
Danemark	47 %
Grande-Bretagne	30 %

### ELECTIONS EUROPEENNES

## Déclaration du Secrétariat du PCML

(Suite de la page 1)

Du point de vue des conséquences politiques, un des faits notables de ces élections est la chute du RPR au bénéfice de l'UDF. La campagne électorale a également mis en lumière les positions opposées du PCF et du PS sur cette question essentielle qu'est l'Europe. Les marxistes-léninistes continueront à agir pour le développement de la lutte des ouvriers et des paysans français, aux côtés des ouvriers et paysans des autres pays européens, contre la politique d'exploitation et de répression des bourgeoisies monopolistes. Dans le même temps, ils agiront en faveur de l'union des pays et des peuples européens face aux préparatifs de guerre de l'URSS ainsi que face aux pressions des USA. L'Union des pays européens est un facteur permettant de contribuer au maintien de la paix, retarder le déclenchement d'une guerre mondiale. Les marxistes-léninistes agiront en faveur du resserrement des liens entre les pays européens et la Chine. Ils agiront également pour soutenir la lutte des pays du tiers monde, notamment pour l'établissement de rapports sur un pied d'égalité avec les pays européens.

## Jiri Pelikan élu au Parlement européen

**J**IRI PELIKAN, leader de l'opposition socialiste tchécoslovaque, en exil à Rome, a été élu sur la liste du Parti socialiste italien. Il sera entendu au Parlement européen la voix des peuples d'Europe de l'Est opprimés par l'Union soviétique.

Jiri Pelikan nous écrivait début mai : « Je vais profiter de cette occasion pour parler de la répression et du danger de l'expansionnisme soviétique, et je crois que la campagne va servir notre cause, sans parler des nouvelles possibilités qui peuvent s'offrir à l'opposition dans le cas où je pourrai utiliser la tribune du Parlement européen ».

Nous félicitons Jiri Pelikan pour son élection et lui souhaitons plein succès dans sa lutte, dans notre lutte commune, contre l'expansionnisme soviétique.

## Mouvement des non-alignés Nouvelle défaite du Vietnam

Malgré une manœuvre désespérée de dernière minute, le Vietnam et les autres éléments pro-soviétique viennent, une nouvelle fois, de subir une cuisante défaite sur la question du Cambodge devant le bureau de coordination des non-alignés réuni ce week-end à Colombo.

Après l'échec qu'il avait subi lors de la dernière réunion de Belgrade, le mois dernier en tentant de faire exclure la délégation légale du gouvernement cambodgien et de le faire remplacer

par son fantôme Hem Samrin, le Vietnam avait semblé-t-il compris qu'il ne réussirait pas dans cette voie. Aussi a-t-il tenté une nouvelle manœuvre : proposer l'admission en même temps des deux gouvernements, sur un pied d'égalité et à titre d'observateurs. Peine perdue, l'assemblée n'a pas été dupe de cette nouvelle manœuvre, la proposition vietnamienne a de nouveau été rejetée. Le gouvernement cambodgien garde la place qui lui revient, et seul, à ce titre.

## ROLLAND GARROS





Photo HR

Le stand des ouvriers de chez Marrel a suscité dès le début un grand intérêt.

MEETING DE SOLIDARITE A RIVE-DE-GIER

# Un encouragement pour les travailleurs de la Loire en lutte

De notre envoyée spéciale Claire Masson

**S**AMEDI 9 juin à Rive-de-Gier : dès le matin, dans la petite ville, c'est un peu l'événement. Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle à un meeting régional de solidarité avec les travailleurs de la Loire en lutte au centre de la ville, dans le jardin des Plantes.

Tôt dans la matinée, les passants peuvent voir le jardin se transformer : les stands se montent, banderoles et drapeaux rouges font de grandes taches de couleur...

Les camarades s'affairent. Vers 10 h, et à plusieurs reprises, une voiture-sonore circule dans la ville et annonce le meeting, pendant que de petits groupes vont diffuser le journal dans des cités ouvrières. Une trentaine d'*Humanité rouge* sont vendus, et en général, l'accueil est très ouvert : il faut dire que dans cette vallée industrielle, qui relie Lyon à St-Etienne, il n'y a pas de famille ouvrière qui ne soit cruellement touchée par le chômage. Les luttes sont nombreuses, mais l'inquiétude aussi.

Vers 14 h, tout est en place et les premières discussions animent les stands. Des travailleurs de chez Marrel sont venus. Ils expliquent par quelles manœuvres le patron de Creusot-Loire a pu, depuis deux ans, réduire les effectifs de moitié, et les grandes difficultés de leur lutte pour l'emploi. D'autres travailleurs de la région sont aussi venus de Lyon, de Grenoble, de Savoie, de Vienne et parlent de leurs luttes, à leur stand ou autour de leurs panneaux : Vidéocolor, Ronis, Sescosem, Ray-

mond Boutons, Tanneries du Puy, VT Chambéry, hôpital de Grenoble... Un stand de la SFP permettait de voir plusieurs films sur les luttes.

Le PCRml invité et le PCML avaient leurs stands propres, et les journaux aussi, le *Quotidien du peuple* et l'*Humanité rouge*. La librairie lyonnaise, la *Force du livre*, était aussi présente.

L'ambiance était détendue sous le soleil déjà estival. Le groupe Iznaguen animait la partie culturelle : reprenant les traditions de leur peuple, ces trois jeunes chanteurs kabyles, tous trois nés en France, chantent dans leur langue les luttes des paysans et des ouvriers.

Puis les discussions reprennent dans un forum qui avait pour thème les luttes, et qu'animait M. Grégoire, venu de Thionville, et un travailleur de chez Marrel. Les luttes des sidérurgistes, dans la Loire et en Lorraine, soulevèrent de nombreuses questions, surtout celle de l'unité à reconstruire dans la classe ouvrière. Les luttes en cours dans la sidérurgie en montrent bien la difficulté, comme l'a souligné notre camarade Grégoire : « *Quand la lutte des sidérurgistes a démarré, l'unité — et c'était normal — n'existait pas. On peut dire qu'aujourd'hui, après plusieurs mois, elle n'a pas véritablement progressé.* »

C'était bien ces difficultés que soulignaient aussi les travailleurs de chez Marrel qui ont vu échouer la dernière lutte pour l'emploi, au laminé.

Vers 17 h, la partie meeting a permis aux travailleurs présents d'exprimer leur solidarité : on remar-

quait particulièrement l'intervention de la CGT de Ronis, d'un délégué CGT de Marrel, et de notre camarade Marcel Grégoire qui apportait le soutien des sidérurgistes de Lorraine. J. Faubert prit la parole au nom du secrétariat fédéral du PCRml, et Jacquet au nom du bureau politique de notre parti.

Ce sont les chanteurs d'Iznaguen qui clôturèrent

la journée. Plus de trois cents personnes sont passées, ce samedi, au jardin des Plantes de Rive-de-Gier et beaucoup ont pu se faire une idée pour la première fois de l'activité de notre parti.

C'est un grand encouragement. Comme le disait une vieille militante du PCF de la région qui a plus de cinquante ans de parti : « *C'est comme ça qu'on a commencé.* »

ROUEN-CENTRE DE TRI

## La lutte continue pour le droit de grève et le droit syndical

**L**E gala de solidarité organisé par les travailleurs de Rouengare, le 29 mai, a été un succès. Environ 500 personnes se sont déplacées pour s'informer sur la grève et assister au spectacle. Des chanteurs de la région ainsi qu'une troupe théâtrale étaient venus à titre gracieux (certains même avaient déplacé d'autres activités en fonction du gala).

Le théâtre de l'Étope joua notamment une pièce intitulée « *Requiem pour une vallée* ». Elle relate de façon très humoristique les manigances du patron du textile dans la vallée de l'Austreberthe et la riposte des travailleurs.

Dans le même temps, du 29 au 31 mai, se déroulait au tri une grève de 24 heures pour la levée des sanctions. Elle fut peu suivie :

27% de participation environ. L'important travail fourni par les militants syndicaux essentiellement CFDT pour la tenue du gala semble en être une des causes.

L'administration, quant à elle, ne mollit pas dans son action antigénéraliste et antisyndicale. Elle continue toujours à vouloir sanctionner les onze, mais les conseils de discipline devraient se tenir au niveau régional et non plus central. Le secrétaire du syndicat départemental CFDT s'est vu infligé deux procès verbaux (PV) pour prise de parole sur le temps de travail. La manœuvre anti-CFDT est évidente quand on sait que le responsable CGT qui y participait également attend toujours son PV (il a d'ailleurs été voir le chef d'établissement pour

## Un concours de nouvelles dans l'Humanité rouge

**L**A « nouvelle » vous connaissez ? Voici la définition qu'en donne le petit Littré : « *Nouvelle (15e siècle, italien novella). Récit généralement bref, de construction dramatique et présentant des personnages peu nombreux.* »

Il n'y a pas en France de tradition de cette forme littéraire bien que quelques écrivains s'y soient consacrés, notamment au siècle dernier, contrairement aux pays anglo-saxons où la nouvelle est un genre très vivant : il suffit de mentionner Jack London. Le poids du roman dans la littérature française aura sans doute provoqué une mise à l'écart d'un genre que l'on estime relever davantage, de la distraction que du travail littéraire à proprement parler. Quoi qu'il en soit, la nouvelle est un genre offrant un grand nombre de possibilités. Il autorise l'usage infiniment varié du récit c'est-à-dire d'une brève narration rapportant une expérience personnelle ou imaginée. En même temps, par sa brièveté qui la fait lire en une seule fois, cette nouvelle est à même de frapper l'imagination du lecteur ou de susciter plus intensément son émotion. Les novellistes ont souvent utilisé cette spécificité du genre pour, au terme de leur récit, dégager une leçon de morale ou un enseignement particulier. Enfin la nouvelle n'est-elle pas par excellence l'entreprise littéraire la plus apte à séduire l'amateur ? Sa concision, comparée à l'importance d'un roman, la place davantage à la portée de tous ceux qui cherchent à

s'exprimer par l'écriture. Après une journée de travail, où lorsque le temps fait défaut, on s'essiera plus facilement à un texte court pour rapporter une expérience ou raconter un événement.

La nouvelle est donc un genre qui est davantage à la portée de nos camarades et lecteurs, et nous sommes convaincus que parmi nos lecteurs, nous comptons de nombreux novellistes amateurs. Mais camarades et amis, que faits vous de ce que vous écrivez ? Non le fond d'un tiroir n'est pas la meilleure place ! C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un grand concours de nouvelles qui s'étendra sur quatre mois. A la fin du mois de septembre, un jury, présidé par Alain Castan, attribuera des prix aux auteurs dont les textes auront été sélectionnés (la participation au concours autorise l'*Humanité rouge* à publier les textes reçus).

Une précision supplémentaire s'impose : chaque texte doit faire 50 000 caractères (environ une douzaine de feuilles dactylographiées de format 21X29,7). Le thème : l'unité de la classe ouvrière. C'est vaste direz-vous ? Sans aucun doute. Il y a de multiples façons de traiter ce sujet mais nous y reviendrons ultérieurement. Voilà, à vos plumes donc et écrivez nous pour nous faire part de vos suggestions et nous donner votre avis sur ce concours.

Et bien sûr, et surtout, envoyez-nous dès aujourd'hui les nouvelles qui dorment dans vos tiroirs. Samedi prochain nous reparlerons de tout cela. A samedi.

lui faire remarquer qu'il était présent lui aussi). Dans la foulée, un inspecteur, membre du bureau départemental CFDT, reçoit un PV. Sans doute « *excès de zèle* » ou « *bavure* » puisqu'il lui est retiré peu après.

Face à ce climat répressif (apparemment il n'y a pas de cas de telles sanctions depuis la création du statut de fonctionnaire en 1947), le syndicat CFDT impulse la lutte. La CGT a signé un tract commun appelant à la solidarité et ne semble guère mobiliser ses militants. Au niveau des fédérations, la CFDT jusqu'à maintenant n'a fait passer que quelques maigres informations dans la circulaire aux syndicats (U 45).

Par contre, en dehors même de la corporation PTT, des initiatives très

enthousiasmantes sont prises. Tel ce syndicat de travailleurs sociaux qui prend à sa charge le complément de salaire (demi-traitement) d'un militant suspendu.

Alors qu'une belle pagaille règne dans les nouveaux locaux, due aux carences de l'administration (un million d'objets en souffrance) une nouvelle grève de 24 heures pour la réintégration des onze sanctionnés est prévue du 12 au 14 juin.

Sur le terrain d'une information donnée aux autres travailleurs sur cette répression pour l'exemple, la solidarité ne pourra que se développer. A ce titre, il est important que les camarades postiers fassent circuler l'information autour d'eux et en particulier dans leurs sections syndicales.

Correspondant local

# Quelle lutte à RVI ?

Notre point de vue sur la lutte actuelle

Voici maintenant plus de deux semaines que les travailleurs de RVI à Limoges et à Caen sont en grève avec occupation des locaux. Dans nos précédentes éditions, nous avons donné la parole à des responsables syndicaux, à des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, de Limoges comme de Blainville. Nous voudrions aujourd'hui donner notre avis sur quelques aspects de la lutte engagée à RVI. Des avis, sans doute discutables, et que nous souhaitons voir discuter...

francs. De son côté Mercedes, numéro un européen et mondial des plus de quinze tonnes, a également légèrement reculé. Recul au bénéfice de Volvo, le trust suédois qui passe de 3,9% du marché français en 1975 à 8,1% en 1978. Ce qui montre que les trusts qui se développent le plus ne sont pas forcément ceux qu'on

internationale. Il n'y a pas que lui d'ailleurs. Peugeot a en effet décidé de se lancer dans le poids lourd en prenant le contrôle de Dodge en Espagne et en Grande-Bretagne. En Espagne, 4 850 camions de plus de 12 tonnes ont été produits en 1977, en Grande-Bretagne, 15 650.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il n'est pas exact de dire que la politique gouvernementale consiste à « brader l'industrie nationale au profit de trusts allemands ». Là, comme ailleurs, nos capitalistes, privés ou d'Etat, défendent leurs propres intérêts, leurs propres profits et non ceux de leurs collègues allemands ou autres.

## DEFENDRE LE POIDS LOURD FRANÇAIS ?

« Défendre le poids lourd français » nous semble une orientation bien dangereuse, qui, si elle était appliquée dans toutes ses conséquences, conduirait à appeler les ouvriers à se battre dans la même tranchée que leurs exploitants contre les concurrents étrangers. Et à quel prix ?

Selon la logique capitaliste, pour améliorer sa position dans la concurrence, RVI a besoin d'avoir une production au meilleur coût : ce qui signifie réduire les effectifs d'un côté, réduire les salaires de l'autre.

En ce qui concerne les salaires, c'est quelque chose de clair. En un an et demi, le pouvoir d'achat des travailleurs de RVI a diminué d'environ 11,5% et c'est pour cela qu'ils sont en grève. En ce qui concerne les effectifs, pour prendre un élément de comparaison, regardons le cas de Mack. En 1977, Mack a réalisé un chiffre d'affaires de 1 640 millions de dollars et des bénéfices de 69 millions de dollars avec un effectif de 17 000 personnes. De son côté, RVI réalise un chiffre d'affaires de 2 000 millions de dollars avec un déficit de 90 millions de dollars, avec un effectif de 34 000 personnes. Le double de personnel. Il faut dire qu'à l'usine de moteurs Mack de Hagerstown, 4 000 ouvriers travaillent depuis deux ans, sept jours sur sept. \*(Voir les Echos du 24 avril 1979).

Oui, dans la situation actuelle, défendre le poids lourd français, cela voudrait dire accepter la réduction massive des effectifs, accepter la baisse du pouvoir d'achat. C'est à ce prix que RVI cherchera à renforcer ses positions dans la concurrence internationale. Prix inacceptables pour les ouvriers.

En ce qui nous concerne, nous pensons que la seule voie possible pour les ouvriers est de défendre

leur pouvoir d'achat et leur emploi. Les patrons et le gouvernement disent : accepter la baisse de vos salaires, c'est la condition du maintien de votre emploi pour que nous soyons compétitifs. C'est faux ! Si les ouvriers ne défendent pas leur pouvoir d'achat, de toute façon les patrons voudront aussi les licencier pour augmenter la productivité du travail. Accepter d'entrer dans cette logique c'est renoncer à défendre les intérêts des travailleurs, c'est rechercher des solutions dans le cadre du système capitaliste : de telles solutions sont toujours au détriment des ouvriers. C'est pourquoi nous disons que le mot d'ordre des ouvriers de RVI ne peut pas être : défendons le poids lourd français mais défendons nos salaires et notre emploi !

## BLAINVILLE, LIMOGES, BILLANCOURT MEME COMBAT !

Les patrons de RVI disent que les ouvriers devraient accepter la diminution de leur pouvoir d'achat et les suppressions d'emploi pour « sauver leur entreprise ».

Mais on ne peut oublier que RVI est une branche du groupe Renault. Si, certes,

le secteur des poids lourds connaît actuellement une crise, par contre, le secteur automobiles est florissant et les profits n'ont jamais été si importants. En février 1979, les ventes ont augmenté de 8,4% par rapport à 1978, les exportations de 2,9%. Et dans ce secteur, on peut encore moins parler de bradage puisque le nombre de voitures étrangères immatriculées en France est passé de 22,15% en 1977, à 20,87% en 1978. Et encore moins de soumission à l'Allemagne puisque Volkswagen a reculé de 7,5%.

Au total, le groupe Renault se porte bien comme le prouve l'installation prochaine d'une usine au Portugal. D'un côté, les mêmes patrons réduisent les salaires et suppriment des emplois pour surmonter leur crise, de l'autre, ils réalisent des surprofits et font tourner leurs usines au maximum de leurs capacités. Face à cela, à l'avenir, une seule riposte sera possible : celle de l'ensemble des travailleurs du groupe Renault.

C'est à cela qu'il faut travailler dès maintenant en agissant pour qu'un soutien aux travailleurs de RVI s'organise dans les autres usines Renault. Là sera une condition essentielle des succès des travailleurs de RVI.



Piquet de grève devant RVI-Limoges

La première question qui se pose est de savoir quel doit être l'objectif des luttes à RVI.

## LE POIDS-LOURD BRADE ?

Rendant pour la première fois compte, de façon un peu conséquente de la lutte à RVI, l'Humanité du 8 juin écrivait : « Les métallos de RVI subissent les conséquences du choix fait par le gouvernement : brader l'industrie nationale au profit, notamment, de trusts allemands tel Mercedes ». De son côté, L'Echo du centre, quotidien régional du PCF affirmait dans son édition du 6 juin : « Le marché français est l'objet de convoitises multiples. En 1958, le poids lourd d'origine étrangère représentait 0,40% du parc national, en 1978, 56%. Les trusts étrangers, et notamment ouest-allemands, veulent aller encore plus loin et RVI n'est pas à égalité dans cette fantastique bagarre. Le dumping et l'affaiblissement

programmé de RVI sont les causes essentielles de cette « faiblesse ». Peut-on dire qu'il y a bradage du poids lourd par le gouvernement ? Les travailleurs doivent-ils fixer comme objectif à leurs luttes la défense du poids lourd français face aux trusts étrangers et notamment ouest-allemands ?

La situation actuelle se caractérise par une crise de surproduction due à un recul important du marché national du poids lourd. En janvier 1979, le nombre des immatriculations était inférieur de 15,7% à celui de 1978. Le chiffre de 1978 était lui-même au niveau de 1968. La production a également chuté passant à 46 742 véhicules de plus de six tonnes en 1978 contre 48 679 l'année précédente. Dans cette situation de crise, la concurrence entre les monopoles devient de plus en plus acharnée pour les débouchés et la part de RVI dans le marché intérieur diminue. Au profit de qui ? En 1978, UNIC, la branche française du trust italien IVECO, numéro deux européen du camion, a perdu 200 millions de

dit. Le recul de RVI est le résultat du rétrécissement du marché et de la lutte intense pour les marchés qui se déroule actuellement. Lutte à laquelle Renault participe pour améliorer ses positions, comme le prouve l'accord conclu avec Mack.

Le marché américain qui représente 30% du marché mondial contre 2% pour le marché français, est l'objet d'une concurrence importante entre les trusts européens. Mercedes y a installé sa propre usine de montage et a produit 3 200 camions en 1977. Man a pris 51% dans White. Iveco a son propre réseau de distribution. Volvo a dû renoncer à s'implanter. L'avance technologique des trusts européens dans le diesel explique cette ruée. En l'espace de cinq ans, la part du diesel sur le marché américain est passé de un à dix pour cent.

En prenant 20% du capital de Mack, Renault se place en bonne position sur le marché américain par rapport à ses concurrents. Mack représente en effet 14,8% du marché américain, après Harvester et Ford et bien avant White (7,2%). L'accord conclu pour une durée minimum de dix ans prévoit que Mack mette son réseau de distribution au service de RVI pour écouler des camions diesel de neuf à quinze tonnes. La production qui s'effectuera en France devrait être de 1 000 véhicules en 1980 et 12 000 en 1982. L'avenir dira ce qu'il en est mais à notre avis, cela montre en tout cas une chose : il n'y a pas de bradage du poids lourd français. RVI cherche à se placer dans la concurrence

## Television

MERCREDI 13 JUIN A 20 H 30 Antenne 2  
Mi fugue-mi raison : Mais comment peut-on être raciste ?

Le racisme ce poison qui divise les travailleurs, fait-il aussi ses ravages dans la jeunesse, chez les enfants de travailleurs ? Cette émission comprend trois parties : un reportage sur une école de Gennevilliers, dans une école primaire où 48% des élèves sont portugais, maghrébins, guadeloupéens. Ces jeunes antillais à qui l'ont dit : « Ton pays c'est la France » et à qui l'ont dit aussi : « Retourne chercher du travail dans ton pays ».

C'est à Pont-de-Cheruy, petite ville à 40 km de Lyon de 15 000 habitants, dont 35% d'immigrés, que nous amène la 2e partie de l'émission pour une enquête sur l'évolution des rapports entre Français et immigrés depuis le début de la crise.

L'émission se termine à Marseille, ancien port colonial où les actes racistes sont très nombreux. Le racisme sera abordé sous tous les angles, un psychosociologue apporte des éléments scientifiques sur la notion de race. On parlera aussi des histoires racistes et de leurs conséquences. Au programme aussi : musique antillaise. Avoir et à faire voir.

MARDI 12 JUIN A 20 H 40 ANTENNE 2  
« Z » : La démocratie toujours menacée ?

Le récit, sous-forme de fiction, de l'assassinat en 1963 du député grec Lambrakis éliminé grâce à un « accident » de voiture. Un juge, interprété par Jean-Louis Trintignant, mène l'enquête et remonte jusqu'aux auteurs de l'attentat situés en haut lieu. Un grand film de Costa-Gravas avec Renato Salvatori, Charles Denner et Yves Montand. Il montre que les libertés démocratiques sont toujours remises en cause par la bourgeoisie quand elle se sent menacée. Au moment où se déroulent les procès du 23 mars et du 1er Mai, au moment où le gouvernement fait voter des lois d'expulsion et de répression, il est important de suivre le débat et de téléphoner.

JEUDI 14 JUIN -ANTENNE-2 A 20 H 35  
La Belle époque de Gaston Couté.

GASTON COUTÉ fut un des plus célèbres chansonniers de Montmartre au moment de ce qu'on a appelé la « Belle époque ». Il est né à Beaugency dans le Loiret, d'un père meunier. Il chante la dure vie du paysan, la misère des ouvriers agricoles, l'amour, l'hypocrisie des bien-pensants. Dans ses chansons, il utilise le parler des petits paysans et des ouvriers de la Beauce. On connaît la célèbre « Chanson d'un gâs qu'a mal tourné ». Ce film de fiction reconstitue la vie de ce grand chansonnier révolutionnaire qui, dans le Paris de la Belle époque, a fait entendre la voix des ouvriers agricoles de la Beauce.

De nombreux disques sont sortis sur ses chansons.

## Grève de la faim : pour un régime de détenu politique

TREIZE détenus de Fleury-Mérogis, inculpés ou condamnés après les rafles policières de St-Lazare, du 23 mars et du 1er Mai ont entamé depuis vendredi 8 juin une grève de la faim. Ils réclament le statut de régime politique, la possibilité de suivre leurs cours (pour les lycéens par exemple), le droit de recevoir toute sorte de visites, de lire les journaux et les livres qu'ils veulent la possibilité de se réunir une fois par semaine.

Interview de syndicalistes CFDT  
de la Saviem-Blainville

# « Le besoin de se ressaisir a été ressenti »

Voici aujourd'hui l'interview de militants CFDT de la Saviem de Caen. L'enregistrement n'étant pas très bon techniquement, certains passages ont été indéchiffrables et peut-être que des erreurs se sont glissées dans d'autres. Nous nous en excusons auprès de nos interlocuteurs et nous leur demandons, si éventuellement leur pensée a été déformée, de nous le faire savoir.

— Quelle a été la tactique patronale ici ces dernières années ?

R : On a d'abord eu une période de chômage qui a été un test pour la direction. Pour nous, on s'est cassé un peu la gueule par rapport aux mots d'ordre qu'on a avancés et il faut bien faire un constat de démobilisation là-dessus. Ce qui l'explique un peu, c'était des vacances un peu par rapport à la vie de l'usine, aux cadences. Les gens préféreraient perdre une certaine somme d'argent que de se battre contre le chômage. En plus, il y a toujours quelques bricoles à faire chez soi.

En plus, la période de chômage est tombée pendant la période de vacances scolaires et, pour certains, ça permettait de résoudre les problèmes de garde des enfants. Dans l'ensemble, de fait, le chômage a été accepté par les gens. La réduction du temps de travail

est un besoin : il y a eu une période où il n'y avait pas de chômage et où l'absentéisme pour cause de maladie était énorme.

**On ne licencie pas mais vous n'avez pas le choix**

— HR : Vous avez analysé sa tactique pour baisser les effectifs ?

R : Après 1975, il y a eu la rentrée 1976 avec une forte période d'embauche. Là, les effectifs ont gonflé. De 6 800, on est passé à 7 600. Il y a eu de nouveau des périodes de chômage systématique. Puis la direction a dit : il faut éclaircir les affaires, stabiliser l'entreprise et elle a mis en place le fameux PSE ; elle appelait les gens à partir avec le système de pri-

me. L'embauche a été bloquée. La discipline s'est resserrée.

— HR : Quand est-il du plan de restructuration au niveau national ?

R : C'est faire la fusion Saviem-Berliet pour rentabiliser au maximum en supprimant tous les échelons intermédiaires gênants. C'est une refonte globale, une répartition nouvelle des fabrications, des bureaux d'études.

La direction dit : « Non, on ne met personne dehors ! ». Mais elle s'arrange de telle sorte que les gens n'aient pas le choix. Par exemple, à la division pièces de rechange (DPR 200 administratifs), les gens vont être mutés à Lyon. S'ils restent ici, ce sera le déclassement soit la perte de salaire allant jusqu'à 1 000 F. Au mari et à sa femme travaillant dans le même service, on dit à l'un : « Vous allez à Lyon ». À l'autre, on dit : « Vous, vous restez ». La manœuvre est habile.

**Comment on promet du travail aux sidérurgistes ...**

Dans d'autres services, il y a un certain nombre de mutations. Par exemple, à Batilly-en-Lorraine (usine Saviem où on fait le bas de la gamme). Cette usine, au départ, a été présentée comme devant donner du boulot aux sidérurgistes alors, qu'en fait, elle sert de trop-plein aux différentes usines RVL.

Pendant l'expansion, avant 1974, on comptait deux départs par jour, soit six à sept cents personnes de brassées par an. Pendant 1977, période du blocage des salaires et de l'embauche, il y a eu des mois sans un seul départ. On ne connaît pas le nombre d'emplois auxquels veut parvenir la direction. Depuis 1976, ça en fait 1 600 de moins. Le nombre sera lié aux choix faits pour Blainville. Il faut tenir compte aussi de l'évolution des machines de production. Les machines actuelles vont être remplacées par des machines plus performantes : la commande numérique, le centre d'usinage.

Blainville, c'était une usine d'OS à 80 %. L'évolution de la technologie à Blainville aura des conséquences à tous les niveaux. Par exemple, le bureau d'études. Il pose la revendication du maintien de l'emploi en quantité et en qualité, mais on sent bien que la fête du bureau d'études à un pied à Neauphle-le-Château et à Villiers-Saint-Frédéric où se font les essais niveau carrosserie.

On sent que tous les responsables sont mutés là-bas.

Ici, ça deviendra une antenne pour les affaires locales ; la conception, les études qui se faisaient ici iront ailleurs. De fait, dans la restructuration globale, ils répartissent tout et ça entraîne diminution d'effectifs et mutations dites volontaires.

— HR : Quelle est la tactique patronale dans le cadre du conflit ?

R : C'est différent des autres conflits. Déjà, au départ, la situation était différente, à la fois parce qu'on avait des problèmes de restructuration qui n'est pas terminée et aussi des problèmes politiques qu'il faut prendre en compte. La ville, c'est Renault, Renault, c'est Giscard, ce sont des décisions politiques qui sont prises à ce niveau-là. Reste après des problèmes tactiques sur le terrain.

En quatre ans, malgré les efforts, il n'a jamais été possible de mobiliser les gens sur le problème de l'emploi. Au départ, on a dit, il ne faut pas avoir peur de dire « maintien des gens sur place » ; puis on a dit : « Les 35 heures, il vaut mieux vivre mieux », et ainsi de suite. Même si les gens considéraient que c'était important de travailler moins, sur le plan de la mobilisation, si ça a évolué dans les esprits, concrètement les gens n'ont pas pris ce problème en main.

Le phénomène à prendre en compte, c'est que chez les OS, depuis quatre ans, il n'y a pas eu de grosse lutte ; il y a eu des petites grèves de temps en temps mais qui n'allaient pas très loin. Aujourd'hui, il y a une frange de gens qui se sont radicalisés puis, à côté, une masse de gens qui se retrouvent là.

**L'unité : une aspiration profonde**

— HR : Qu'en est-il de l'unité de la classe ouvrière à la Saviem ?

R : Au niveau Français-immigrés, il n'y a pas de problème. En plus, ceux-ci sont nombreux. Pour l'unité syndicale, les divergences entre syndicats ont de moins en moins été portées sur la place publique. Elles ont été amenées à prendre en compte ce qui ressortait majoritairement de la masse des travailleurs. Au niveau des organisations syndicales à Blainville, tout le monde considère que c'est quelque chose d'important pour redémarrer l'action à l'heure actuelle. Depuis quatre ans maintenant, on n'a rien fait de positif. Le besoin de se ressaisir a été ressenti même si ça n'était pas dit de vive voix. Et un des moyens de se ressaisir, c'était que les gens, qui représentaient les ouvriers, prennent leurs responsabilités dans ce domaine-là.

— HR : Les ouvriers ont-ils ras-le-bol de cette division ?

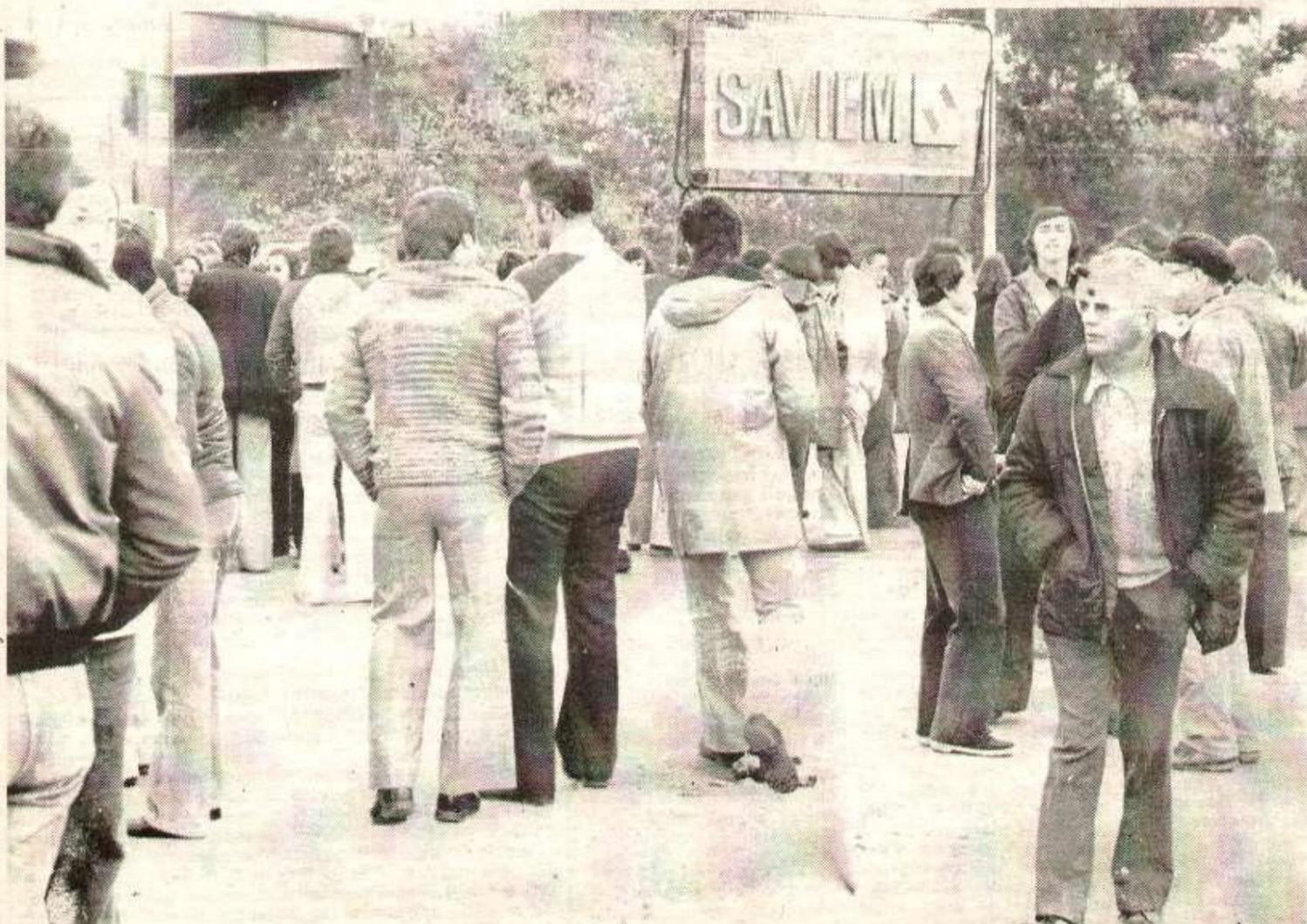
R : Oui, et ça se trouve amplifié du fait que ces gens, parmi les plus motivés pour se battre, disaient : « On ne voit pas déjà de débouchés aux luttes, si en plus... ».

— HR : Comment se manifeste l'unité entre les grévistes actifs et les autres ?

R : Il y a une partie active qui n'est pas la plus importante numériquement. On le regrette. Et la majorité qui nous donne le feu vert, si on peut dire. Et cette masse de gens est encore l'enjeu entre la direction et les organisations syndicales.

— HR : Et la solidarité ?

R : Ça reste limité. On a commencé mercredi. L'objectif pour nous, c'est d'essayer d'élargir le soutien ici au maximum.



La Saviem de Blainville en grève : devant la porte de l'usine.

Photo HR

## ORNE Répression syndicale à Mortagne

Mortagne-au-Perche, correspondant.

**J**OSEPH Leberre, 57 ans, est connu des patrons de la région pour avoir lutté contre la fermeture de l'usine Enpiron, il y a quatre ans. Depuis quatre ans, ce fut pour lui un emploi par ci, par là, et le chômage le plus souvent. En février dernier, avec un autre camarade Antoine, il a fait la grève de la faim pendant dix-huit jours. Grâce à une mobilisation active organisée par l'UD-CFDT, Antoine a obtenu un poste d'éducateur. Pour Joseph, ce n'était que promesses. Il avait accepté de suivre un stage de formation à Caen. Depuis tout emploi lui fut refusé.

Dernièrement, un emploi lui était proposé à la Fédération ornaise du tourisme pour préparer dans la région du Perche des sentiers de randonnée pédestre. Joseph entretient trente-sept kilomètres de sentiers avec sa femme. Sa compétence n'est donc pas à mettre en cause. Après une rencontre avec le délégué départemental, il devait embaucher le 1er juin. Au dernier moment, un refus d'embauche lui a été adressé. Le président de la fédération préférerait une personne pratiquant le cheval, faible argument pour ces gens de « bonne compagnie ».

Les travailleurs du Perche auront choisi la lutte, les pouvoirs publics seront harcelés jusqu'à satisfaction. Pour commencer, une tente a été plantée dans la cour de la mairie de Mortagne au Perche où se sont installés Joseph et ceux qui le soutiennent. Il faut un emploi pour Joseph, sinon ce sont d'autres militant, demain qui seront privés d'emploi.

## FOYER SONACOTRA DE MASSY 600 résidents menacés d'expulsion

Communiqué de presse du comité de résidents du foyer Sonacotra 18, rue Ampère - 91300 Massy

**S**IX cents résidents du foyer Sonacotra de Massy, 18, rue Ampère, sont menacés d'expulsion par la Sonacotra, s'ils ne reprennent pas le paiement des loyers d'ici quinze jours, par une lettre datée du 23 mai. Celle-ci prétend être obligée de fermer le foyer pour motif économique et s'accorde le droit de rompre la convention d'hébergement qui la lie aux résidents.

Ce foyer où logent 600 personnes est en grève de loyer depuis trois ans et demi comme cent-vingts autres toujours en grève actuellement. Ces foyers sont unis autour d'une plateforme revendicative et représentés par le Comité de coordination.

Nous, résidents de Massy, ne comprenons pas la position de la Sonacotra qui préfère arriver, comme elle le prétend, à un déficit financier l'obligeant à fermer le foyer plutôt que d'accepter de négocier avec le Comité de coordination.

De toute façon, ceci n'est qu'une intimidation parmi d'autres. Au foyer de Massy, la Sonacotra a déjà convoqué au tribunal plusieurs résidents; les jugements lui ont été d'ailleurs défavorables. Rien ne lui donne le droit de rompre la convention d'hébergement qui la lie aux résidents de sa propre volonté. Pour l'instant, nous considérons que la Sonacotra fait du bruit pour nous amener à trembler et à négocier, car elle accompagne

tout ceci d'une propagande sur des facilités de paiement qu'elle nous accorderait. Mais nous ne nous laisserons pas tromper et nous refuserons de négocier en dehors de notre plateforme revendicative et du Comité de coordination, nous refuserons les négociations foyer par foyer, car seule l'unité peut nous mener à la victoire.

Nous résidents de Massy, déclarons que même si la Sonacotra avait l'appui des tribunaux ou des lois pour fermer notre foyer, nous ne nous laisserions pas expulser. Nous sommes prêts à prendre notre foyer en charge s'il le faut, mais nous ne nous laisserons pas chasser, nous lutterons jusqu'à la reconnaissance complète de nos revendications.

## MASSY (ESSONNE)

### Perturbations dans le téléphone

Communiqué des sections syndicales CFDT, CGT, FNT PTT de Massy

**A** PARTIR du 11 juin à 8 h, le personnel technique des centraux téléphoniques sera en grève illimitée, ce qui risque d'entraîner de graves perturbations dans l'écoulement du trafic téléphonique. Cette grève est motivée non par des revendications salariales mais par une modification d'horaires qui porte atteinte à la vie privée du personnel sans améliorer en quoi que ce soit la qualité du service.

## Liberté pour Maurice Wellhoff

**M**ARDI 12 juin, Maurice Wellhoff comparaitra devant la 17e chambre correctionnelle de Paris. Que lui est-il reproché? Principalement d'avoir retourné son livret militaire en signe de solidarité avec les paysans du Larzac. Certes, nous n'approuvons pas les formes de lutte menées par les non-violents; malgré cela, nous sommes opposés à la répression dont ils sont l'objet de la part de la bourgeoisie. Cette répression va dans le sens de la restriction des droits démocratiques que le pouvoir tente de remettre en cause. Liberté pour Maurice Wellhoff et ses camarades! Vive la lutte des paysans du Larzac!

Un lecteur.

## AUDINCOURT

### Grève chez Wittmer

**L**A grève totale depuis vendredi dernier chez Wittmer à Seloncourt (pays de Montbéliard), usine de 166 ouvriers qui travaillent en sous-traitance de Peugeot (65 femmes). Il y a deux revendications: sur les salaires, le patron n'a annoncé aucune augmentation en 1979, c'est-à-dire une baisse réelle de 12%. Les travailleurs exigent 30 centimes de l'heure d'augmentation pour tous et un alignement sur les salaires AOP (Acier outillage Peugeot). Il faut dire aussi que le taux de base d'une OS femme est de 11,93 F de l'heure alors que pour l'OS homme il est de 12,19 F! Et ceci au détriment de la loi. La grève est aussi contre six licenciements décidés par le patron, soi-disant suite à des absences répétées. Déjà en novem-

bre une grève de 48 heures avait imposé le maintien de la prime de fin d'année (890 F pour un OS) et l'alignement sur AOP. La direction prétend que toute l'augmentation met l'entreprise en danger. Il semble que la boîte soit particulièrement mal gérée par un patron incompétent mais il est certain que c'est Peugeot qui fixe les prix et qui refuse la diversification de l'outillage et même soutient l'attitude intransigeante du patron.

En assemblée générale mercredi, diverses initiatives de popularisation ont été envisagées avec les partis politiques et les municipalités de la région pour construire un rapport de force local. Jeudi le patron refusait les 30 centimes de l'heure et gardait les six licenciements. L'assemblée générale des travailleurs décidait la continuation de la grève.

Correspondante

## BORDEAUX

### Soirée culturelle de l'ASEC

**C**ETTE soirée était organisée le 31 mai sur le campus universitaire par l'ASEC (Association des Stagiaires et Etudiants des Comores) à l'occasion de la fin de l'année scolaire: une soirée chaleureuse et enrichissante. Les stagiaires et étudiants des Comores n'avaient pas fait les choses à moitié: scène avec estrade, rideaux, sons, danses, chants, panneaux et banderoles, montage diapos, interventions. C'est ainsi qu'ils nous ont raconté la vie quotidienne des gens de leur pays, leurs souffrances, leurs luttes contre l'impérialisme français avant et après le coup d'Etat. C'est ainsi qu'ils nous ont montré comment un peuple d'un petit pays pouvait être aussi diversifié et pourquoi de telles îles dans l'océan Indien étaient aussi la convoitise des superpuissances et de l'URSS, notamment.

Les interventions furent coupées de chants ou de danses de haute tenue idéologique, inspirées de chants et de danses appris auprès de vieux comoriens. C'est avec plaisir que ceux d'entre nous qui étaient allés à la fête régionale de l'Humanité rouge à Bayonne, les ont retrouvés.

L'intervention centrale fut claire notamment sur la situation internationale et la théorie des trois mondes. Malgré de traditionnels problèmes techniques, les montages-diapos étaient forts bien faits et nous ont montré les progrès réalisés par les étudiants comoriens dans leurs liens avec les habitants de leur pays.

Des camarades marxistes-léninistes.

## SAINT-DENIS

### Les parents occupent deux écoles primaires

**D**EUX écoles primaires de Saint-Denis, l'école de Saint-Just à la Plaine-St-Denis et l'école Calmette, ont été occupées toute une journée par les parents, soutenus par les enseignants.

Ils refusent la fermeture de classe. Une délégation des deux écoles s'est rendue à l'académie de Bobigny, elle a montré au sous-inspecteur d'académie sa ferme détermination dans la lutte. L'académie n'ayant pas donné de réponse à leur demande, les parents et enseignants sont retournés dans les écoles. Ils se réunissent vendredi pour déterminer ensemble les modes d'action sur la lutte engagée.

Ils refusent que les enfants soient dans des classes surchargées; vingt-cinq élèves maximum par classe. Non aux fermetures de classe! Unite parents-enseignants!

J ne camarade de la Seine-St-Denis.

## BLOC-NOTES

### MARSEILLE Soirée antiraciste.

Le vendredi 15 juin à partir de 18 heures. Contre les projets de lois contre les immigrés à l'appel de Chrétiens pour le socialisme. Association France-Algérie (Provence-Côte d'Azur). UD-CFDT. Fédération des centres sociaux. Collectif soutien anti-expulsions (Salon et Martigues), Mission populaire « La Fraternité », Fédération départementale Léo Lagrange. Rencontres et Recherches. Ligue des Droits de l'homme. Confédération syndicale des familles. Librairie des femmes. CLFI. CIMADE. MRAP. SOS Refoulement. ASTI. CODIF. SAF. ADRAFOM. Collectif des justiciables. CLAP. Culture et liberté.

Le PCML appelle ses militants et ses sympathisants à faire de ce rassemblement un succès.

### MARSEILLE

#### Six heures pour l'avortement et la contraception: « Un enfant si je veux, quand je veux ».

Le samedi 16 juin de 13 à 19 heures, à la Faculté Saint-Charles, l'forum-débat, musique, garderie. Organisé par le collectif unitaire avec entre autres: le planning familial, la confédération syndicale des familles, l'UD-CFDT, l'UDFO, SOS-Femmes battues, etc.

### ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

#### LA SAINTE-BAUME (VAR)

Week-end d'information et de réflexion sur la Chine.

Ce week-end aura lieu à la Sainte-Baume du samedi 16 juin à 14 heures au dimanche 17 juin à 17 heures.

- Samedi 16 juin de 16 à 19 heures: « La démocratie en Chine », conférence de Joseph Marchisio. En soirée: « Chez la minorité Yi ». Projection-débat avec Claudette Castan.

- Dimanche 17 juin. Le matin: « La modernisation de l'agriculture », conférence d'Hélène Marchisio. Après-midi: films, initiation aux échecs chinois et à la calligraphie.

En permanence: exposition de photos, table de vente. Stands philatélie et voyage.

Garderie assurée. Renseignement et inscription: Mme Castan Claudette. BP 65 13742 Vitrolles Cedex. Tel: (42) 89 09 57.

#### 23-24 juin - Massy

Stand du comité local dans le cadre des fêtes de Massy. Projection du film sur le sport.

### PARIS

#### Fête de quartier de l'Humanité rouge.

Cette fête est organisée par les militants du PCML du centre de Paris. Elle aura lieu le samedi 16 juin de 14 h à 24 h à la salle de l'Épicerie - 12, rue du Renard (Paris 4e) Métro Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Montages-diapos, films, débats.

Participation aux frais: 5 F. (Les bons de soutien sont vendus par les militants du PCML).

### L'Humanité Rouge bimensuelle 78 reliée

Dans le cadre d'aide à la souscription, l'administration de l'Humanité rouge a relié tous les bimensuels de l'année 1978. Cette collection de 23 numéros peut vous être fournie pour la somme de 50 F au minimum.

Passer dès maintenant vos commandes à l'administration en précisant sur vos règlements: « Bimensuels reliés de l'année 1978 ».

H. R.

### APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris Cedex 19.

Nom ..... Prénom .....  
Profession .....  
Entreprise .....  
Adresse complète .....

### l'humanité rouge

Directeur politique: Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef: Jean Quercy  
Chefs de rubrique: Intérieur: Claude Buisson  
Front ouvrier: Gilles Carpentier - International: Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance:  
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19  
CCP: 30 226-72 D La Source  
Tel: 205-51-10

Directeur de publication: André Druifac  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

# Interview de la délégation officielle du Kampuchea démocratique à Genève (2)

## L'isolement du Vietnam

Voici la suite de l'interview que nous a accordée à Genève, il y a plusieurs semaines, la délégation officielle du Kampuchea démocratique qui représentait son pays à la conférence de l'ONU sur le droit de la mer.

Cette partie traite plus spécialement des difficultés du Vietnam sur le plan international (condamnation de l'invasion vietnamienne par de nombreux pays) et de ses difficultés au Cambodge et au Vietnam-même.

**A** PRES avoir expliqué que le peuple cambodgien mène la guerre populaire contre l'envahisseur et que ce dernier se trouve encerclé dans plusieurs villes qu'il occupe, la délégation poursuit :

« Les envahisseurs vietnamiens sont confrontés à d'innombrables difficultés de plus en plus inextricables sur tous les plans, politique, militaire, économique, tant au Kampuchea qu'au Vietnam. Sans la présence de 150 000 soldats des forces armées vietnamiennes au Kampuchea démocratique, les fantoches des Vietnamiens à Phnom Penh seraient balayés du jour au lendemain par notre peuple et notre Armée révolutionnaire du Kampuchea.

### Constituer un large front uni national, démocratique et patriotique

*HR : Quelle est la nature du Front uni auquel Pol Pot a appelé ?*

R : Le 11 janvier 1979, au nom du gouvernement du Kampuchea démocratique, le premier ministre Pol Pot a lancé un appel solennel à tous les compatriotes du Kampuchea tout entier, à l'intérieur comme à l'étranger, pour qu'ils s'unissent en un très large front uni national, démocratique et patriotique pour combattre jusqu'à la victoire finale l'agresseur vietnamien, l'anéantir, libérer tous les territoires provisoirement occupés et apporter ainsi sa contribution à la libération nationale, à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Asie et dans le Pacifique. Ainsi, tout compatriote du Kampuchea, à l'intérieur comme à l'étranger, quel que soit son passé, est engagé à participer aux activités de ce large front uni pour combattre ensemble l'agresseur vietnamien qui est l'ennemi mortel de la

nation et du peuple du Kampuchea tout entier.

*HR : Des journalistes étrangers pourront-ils visiter prochainement les zones des maquis que vous contrôlez ?*

R : Tous les journalistes amis seront les bienvenus au Kampuchea démocratique dès que la situation le permettra. Nous ferons des efforts dans ce sens.

*HR : Sur le plan diplomatique (ONU, non-alignés), comment se présente la situation du gouvernement du Kampuchea démocratique dirigé par Pol Pot ? Quelle évolution peut-on prévoir ?*

R : Sur le plan international, les manœuvres perfides des Vietnamiens et des Soviétiques ont subi une défaite stratégique. Cette manœuvre vise à faire légaliser leur guerre d'agression au Kampuchea démocratique, à faire reconnaître leurs fantoches à Phnom Penh. En effet, tant aux Nations-Unies (Conseil de sécurité) que dans les autres conférences internationales (Bureau de coordination des pays non-alignés à Maputo, Conférence ministérielle du groupe des 77 à Arusha, Conférence de la CESAP à Manille, Conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer à Genève), tous les gouvernements épris de paix et de justice ont soutenu la juste lutte du peuple du Kampuchea sous la direction du gouvernement du Kampuchea démocratique.

Ensuite, la délégation explique que le gouvernement du Kampuchea démocratique n'est nullement opposé à toutes conférences internationales qui visent à exiger le retrait total et inconditionnel des forces armées vietnamiennes du Cambodge (on sait que le prince Sihanouk s'est déclaré favorable à une conférence internationale).

*HR : Pensez-vous possible une extension de la guerre*

*due à l'agression vietnamienne (Thaïlande) ?*

R : Les agresseurs vietnamiens sont en train de s'enliser dans la guerre de guérilla du peuple du Kampuchea. L'échec de leur agression au Kampuchea les empêche de réaliser leur funeste dessein de « Fédération indo-chinoise ». C'est pourquoi ils sont contraints d'intensifier leur guerre d'agression au Kampuchea :

— 1) En forçant le peuple lao à mourir dans la guerre d'agression vietnamienne au Kampuchea ;

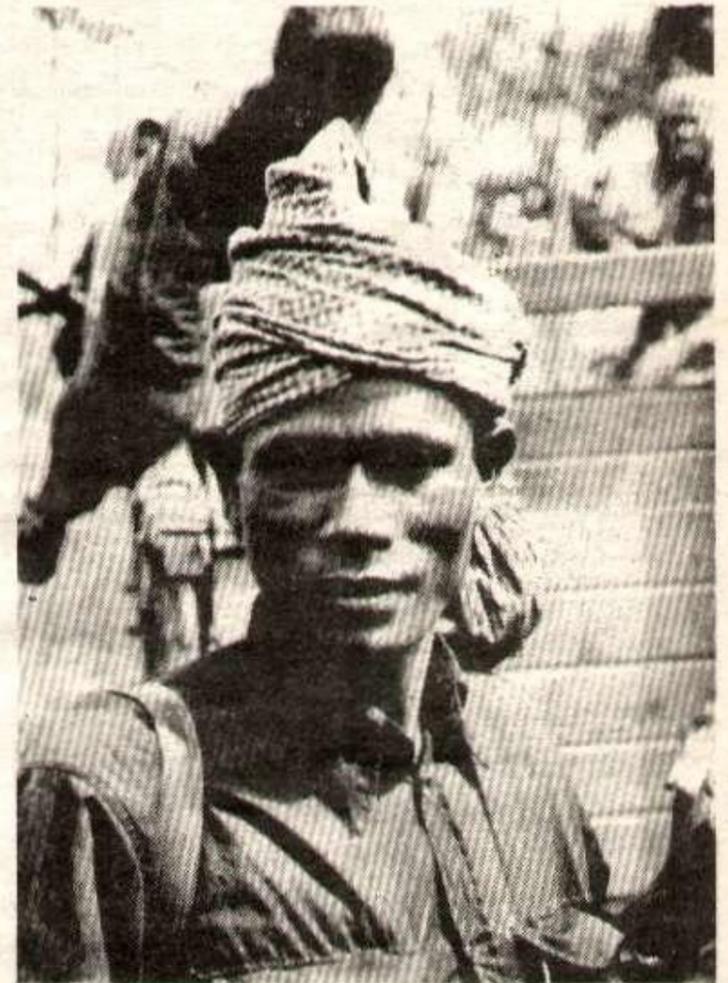
— 2) En renforçant la base navale de Cam Ranh qui est devenue une base aéronavale soviétique et où les expansionnistes soviétiques, leurs maîtres, ont envoyé de nombreux navires de guerre. Ainsi, la guerre d'agression des Vietnamiens s'intensifie au Kampuchea et menace également de s'étendre à d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, à commencer par la Thaïlande, si elle n'est pas arrêtée à temps.

### L'isolement du Vietnam

*HR : Comment prévoyez-vous le développement de la lutte de libération et son issue ? Une solution négociée rapide vous paraît-elle envisageable ?*

R : Toute négociation en vue de rétablir la paix au Kampuchea repose fondamentalement sur le retrait total et inconditionnel des forces armées vietnamiennes au Kampuchea. Avec ce retrait, la paix, la sécurité et la stabilité reviendront non seulement au Kampuchea mais aussi en Asie du Sud-Est, en Asie, dans le Pacifique et dans le monde.

De toute évidence, la politique menée par la clique Le Duan-Pham Van Dong la plonge dans un isolement croissant tant au Vietnam que dans l'arène internationale.



1979. Cambodge. Dans le maquis, le commandant d'une unité de résistance.

*HR : Quelles sont les difficultés internes et extérieures du Vietnam ?*

R : Au Vietnam, le peuple vietnamien s'oppose de plus en plus au régime d'oppression de Hanoi, pour une amélioration des conditions de vie et les libertés démocratiques. En particulier, les minorités nationales au Vietnam, sous la direction du FULRO, sont en train de mener une lutte pour défendre leurs droits nationaux au Vietnam du Sud et du Centre. Cette situation de crise se traduit, comme l'on sait, par l'exode à l'étranger des centaines de milliers de Vietnamiens, en particulier à travers tous les pays de l'Asie du Sud-Est qui sont victimes de cette état de choses. Par ailleurs, tout le monde sait que le Vietnam n'est pas un pays non-aligné, étant déjà totalement engagé dans le bloc politique, économique et militaire soviétique et devenu l'instrument de la stratégie globale de l'expansionnisme soviétique.

Sur le plan international, la clique Le Duan-Pham Van Dong est condamnée par tous les peuples et pays épris de paix et de justice dans le monde, à la suite de la guerre d'agression au Kampuchea démocratique qui constitue également une violation extrêmement grave de tous les principes de droit international et de la Charte de l'ONU. Par exemple, au Conseil de sécurité des Nations-Unies, treize pays membres sur les quinze du dit conseil ont condamné le Vietnam pour sa guerre d'agression au Kampuchea démocratique et ont exigé la cessation de cette guerre, le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les

forces armées vietnamiennes du Kampuchea démocratique. De même, les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Singapour, Malaisie, Indonésie et Philippines) ont exigé le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea démocratique, lors de la Conférence ministérielle tenue en janvier 1979 à Bangkok et récemment au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

### La certitude de la victoire finale

La lutte du peuple du Kampuchea contre les Vietnamiens agresseurs rencontre, certes, des difficultés temporaires et peut être une lutte de longue durée. Le peuple du Kampuchea, fermement convaincu de sa juste lutte de libération nationale, remportera à coup sûr la victoire finale (...). Le peuple du Kampuchea est résolu à consentir tous les sacrifices pour mener la lutte, libérer totalement sa patrie et édifier un Kampuchea indépendant, pacifique et non-aligné.

C'est dans cette ferme conviction dans notre victoire finale, victoire qui est inséparable de la sympathie, de l'aide et du soutien accordés à notre juste lutte par tous les peuples et pays du monde, épris de paix, de justice et d'indépendance, y compris le grand peuple français, que nous voudrions saisir cette occasion pour leur renouveler notre haute appréciation et notre sincère gratitude.

Fin

\* Les initiales sont de la rédaction.



1979. Cambodge. Dans le maquis, des résistants sur un tracteur prêté par les paysans.